

# Rencontres anticapitalistes en Grèce

jeudi 7 mars 2013, par [SABADO François](#) (Date de rédaction antérieure : 7 mars 2013).

À l'initiative de « Rproject » – coordination du DEA, de Kokkino et Apo, forces de la gauche de Syriza – a eu lieu du 1<sup>er</sup> au 3 mars à Athènes une rencontre anticapitaliste internationale. Celle-ci a rassemblé près d'un millier de personnes.

Étaient présents des animateurs de la gauche de Syriza – qui a obtenu plus de 25 % des suffrages lors de leur dernière conférence nationale, des syndicalistes de toute l'Europe dont Georgio Chremaschi de la direction de la Fiom (fédération de la métallurgie italienne), des économistes dont Michel Husson, Daniel Albaracin et Kostas Lapavitsas, ainsi que des délégations de différents pays : Suisse, Italie, Espagne, Portugal, USA, et France, avec des militant.e.s du NPA dont Olivier Besancenot.

Cette rencontre a permis une discussion passionnante sur la situation en Grèce, en Europe mais aussi sur les tâches des anticapitalistes dans le mouvement syndical, les services publics et dans la lutte antifasciste. La rencontre s'est terminée par une discussion sur les révolutions arabes animées par Gilbert Achcar et Ahmed Shawki.

On ne peut saisir la singularité, la force et l'espoir que symbolise Syriza sans prendre en compte la profondeur de la crise grecque. Le pays est démolé par les politiques d'austérité. Les classes populaires sont saignées : un chômage officiel de près de 30 %, des baisses de salaires de 30 ou 40 % voire plus, des hôpitaux sans médicaments ou des médicaments hors de prix. À Athènes, des milliers de devantures de commerce sont fermées et la décomposition politique du pays accompagne la désolation économique, avec une montée des fascistes de l'Aube Dorée. Et malgré tout cela, le peuple grec vit, survit, résiste. La fatigue sociale et politique se fait sentir, après 29 journées de grève nationale depuis le début de la crise, mais la mobilisation est là.

## Un « gouvernement des gauches »

C'est dans ce contexte que la discussion de la rencontre s'organisa autour des tâches pour passer de la mobilisation de masse actuelle contre l'austérité à la construction d'un mouvement social et politique pour renverser le gouvernement de Samaras et instaurer un « gouvernement des gauches » contre l'austérité : un gouvernement transitoire de rupture avec les politiques d'austérité et celles de l'Union européenne, un gouvernement des gauches sans Pasok ou forces bourgeoises. Comme l'explique, Antonis Davanellos, responsable du DEA, il s'agit de lutter pour un « gouvernement des gauches » – Syriza, KKE, Antarsya – qui « défende les classes populaires », et pas un « gouvernement de salut ou d'union nationale avec des représentants capitalistes » comme l'ont défendu certains dirigeants de Syriza dans les dernières semaines.

À cette étape, la force de Syriza a été de combiner résistance sociale et perspective politique de rejet des diktats « austéritaires » de l'Union européenne. Un gouvernement de gauche ne prend son sens que sur une telle base. Pour aller le plus loin possible, cette perspective doit s'appuyer sur la mobilisation et l'auto-organisation sociale. « Il faut tenir bon sur cette ligne », nous explique la gauche de Syriza. Rechercher des alliances pour une reconstruction nationale avec des secteurs du capitalisme grec ne peut que s'opposer à un programme de défense des intérêts populaires. La situation est critique. Les enjeux au sein de Syriza sont considérables. Les pressions de l'Union

européenne et des classes dominantes sont énormes. Syriza nous appelle à la résistance. Il faut répondre par notre solidarité.

**François Sabado**

---

---

**P.-S.**

\* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 185 (07/03/13).